



Bulletin de l'Association des religieuses
pour les droits des femmes (ARDF)

Rei- femmes

DANS CE NUMÉRO

L'ARPF devenue l'ARDF s'apprête à célébrer ses vingt-cinq ans d'existence qui s'inscrivent dans une mouvance féministe d'alliances et de solidarités. Dans cette veine, le présent numéro salue le Mouvement RebELLEs à l'occasion de son second rassemblement pan-canadien.

Dans le contexte des débats qui ont cours sur la laïcité de la société québécoise, le dossier de Louise Melançon propose une lecture théologique féministe sur le sujet. Elle évoque à ce propos les relations historiques de pouvoir entre les Églises et les États. Critique à l'égard des religions patriarcales, elle réclame la neutralité de l'État, un statut qui favorise l'autonomie des personnes, la liberté des consciences et surtout l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle enracine sa position féministe chrétienne dans la référence fondatrice qu'est l'Évangile.

Au-delà de la question des appartenances religieuses, l'«À propos» appelle la fin des discriminations et du racisme comme barrières à l'intégration socio-économique des femmes immigrantes.

Équipe de rédaction

EN MOUVEMENT

Les RebELLEs à Winnipeg

En octobre 2008, à Montréal, plus de 500 jeunes féministes entre 14 et 35 ans, de toutes les régions du pays, ont vécu un premier rassemblement sous le thème « Toujours rebELLEs! Waves of Resistance! ». Elles ont partagé leurs histoires, leurs expériences, leurs analyses et leurs rêves. Elles ont initié des actions de résistance créative. Elles ont produit leur Manifeste comme outil et programme politique. Et elles ont dansé... Leur objectif: enraciner, réseauter et mobiliser le mouvement des jeunes féministes au Canada.

En 2011, les RebELLEs récidivent. Elles se sont donné rendez-vous à Winnipeg, du 20 au 23 mai, sous le thème « Notre révolution féministe – Our Revolution is Now ». La rencontre est ouverte à toutes les femmes de moins de 35 ans: militantes, étudiantes, travailleuses, femmes sous-employées ou au chômage, chercheuses, artistes, mères, etc. Elles viendront de toutes les provinces et territoires.

Ce rassemblement se veut un « vecteur politique » pour les jeunes femmes et féministes québécoises et canadiennes, une contribution à la vitalité du mouvement des femmes, une ouverture sur l'avenir. Un collectif manitobain, « Femrev » s'active à coordonner la préparation de l'événement avec la collaboration de « mobilisatrices régionales ».

Pour les participantes, ce second rassemblement favorisera l'apprentissage du féminisme; il sera une occasion de discuter de priorités d'action, de proposer des stratégies de résistance pour lutter contre le patriarcat et d'autres formes d'oppression, de créer de la solidarité entre les femmes et de renforcer le mouvement des RebELLEs. Un mouvement incontournable qui est source d'espoir pour les générations précédentes et qui appelle à la solidarité intergénérationnelle.



Céline Beaulieu, CND

**RELI-FEMMES,
Bulletin de l'ARDF
N° 72 - MAI 2011**



Édité trois fois l'an
par l'Association
des religieuses
pour les droits des
femmes.

**Le but de l'Association est
de travailler, dans une
perspective évangélique
et selon les charismes
des divers instituts,
à la promotion des femmes
- religieuses et/ou laïques -
dans l'Église et dans
la société.**

Équipe de rédaction:
Céline Beaulieu, CND,
Suzanne Bolduc, FSP,
Madeleine Laliberté, RJM,
Camilla Martin, NDA,
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières:
Les membres
de l'Équipe de coordination,
Léona Deschamps, RSR,
Jeanne Gareau, SSA,
Pierrette Pelletier, SMNDA.

Infographie:
Nathalie Tassé

Conception graphique:
René St-Amand

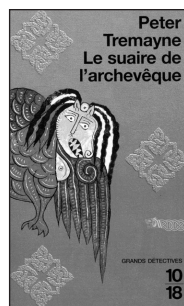
Impression:
Imprimerie Maxime inc.

Expédition:
Suzanne Bolduc, FSP
et des bénévoles, secrétariat
de l'ASMDM

Abonnement
(taxes incluses)
Canada: 10\$
Étranger: 13\$

Reproduction permise
sous réserve d'en
mentionner la source.

Correspondance:
Louise Bégin, CND
15-B, rue des Frères Ouest
Québec (Québec)
G1L 1G1
Tél.: 418 628-0124
louise.begin2@sympatico.ca



Peter TREMAYNE,
Le suaire de l'archevêque,
1995, traduit de l'anglais
par Dorothee Chiffot,
Paris, Éditions 10/18
«Grands Détectives»,
2004, 346 p.

Le 10 mars 1943, naît, à Coventry en Angleterre, Peter Berresford Ellis dit Peter Tremayne. L'auteur britannique publie, en 1995, le roman policier religieux titré «Le suaire de l'archevêque». Hanté par l'héroïne du roman de 1995, on peut lire actuellement la série «Sœur Fidelma», quinze titres déjà publiés en français.

En première page du «suaire», une note historique rappelle que la fiction de Tremayne se déroule à une époque où le concept du célibat des prêtres n'est pas rigoureusement en vigueur ni dans l'Église catholique ni dans les Églises celtiques. De plus, la cohabitation de religieux des deux sexes existe dans certaines abbayes et certains monastères. Ces réalités se profilent dans la description des mœurs, l'analyse des sentiments et la représentation objective ou subjective du réel dans tous les dialogues.

«Le suaire de l'archevêque» comporte une intrigue dont les multiples ramifications deviennent un imbroglio qui ne s'éclaircit qu'à l'inattendu dénouement. En voici un bref sommaire... À la fin de l'été 664, sœur Fidelma de Kildare se trouve à Rome afin de faire approuver la règle de son monastère par le Saint-Père. Mais, dans une des chambres du palais du Latran, on vient de découvrir l'archevêque de Cantorbéry mort par strangulation, sa corde de prière enroulée autour du cou. Et, de plus, sont disparus les objets précieux à offrir au Pape et les calices des royaumes saxons à faire bénir. Comme le contexte politique demeure tendu entre les Églises romaine et irlandaise, Gelasius, l'évêque de Rome, confie l'enquête à la renommée sœur Fidelma et à son ami le moine saxon Eadulf. Une laborieuse enquête qui se

complexifie puisque se succèdent la mort par strangulation du moine irlandais Ronan Ragallach d'abord soupçonné et celui de l'abbé Puttoc de Northumbrie rêvant d'accéder au poste d'archevêque, ainsi que les suicides des frères Eanred et Osimo Lando retenus comme témoins importants.

Hormis les magnifiques descriptions des lieux fréquentés par le duo responsable de l'enquête, l'auteur multiplie d'amples dialogues avec tous les personnages religieux et civils pouvant contribuer à la cueillette des preuves permettant de débusquer la source des mystérieuses morts en série. S'y reflète le miroir d'une société aux prises avec la prostitution, l'esclavage, l'homosexualité, le trafic des êtres humains et le maintien des femmes dans des rôles subalternes.

L'émouvante conclusion donne tout le sens de la métaphore du suaire de l'archevêque. Wighard fut enseveli dans le linceul de son geste ignoble en vue de l'accès au pouvoir dans une Église patriarcale excluant les femmes et tronquant parfois la vérité.

Il est stimulant de lire «Le suaire de l'archevêque». Peter Tremayne y dépeint la liberté d'une femme en constante militance pour des droits égaux entre les humains. De plus, il démasque tous les méfaits de la quête du pouvoir envers et contre tout, même chez des esclaves affranchis. Une inspiration pour toutes les personnes qui marcheront «tant que toutes les femmes ne seront pas libres».

Léona Deschamps, RSR

Féminisme pluriel et autonomie économique des femmes immigrantes, un autre regard

Marie-Paule Lebel, SA

Bien des débats surgissent à l'intérieur du mouvement féministe à propos des conditions d'intégration de nos sœurs, les femmes immigrantes, dans la société d'accueil. Des débats qui sont inséparables d'une laïcité à définir et de la compréhension pratique de l'interculturalisme voulu comme recherche de points communs dans la dynamique de la rencontre de plusieurs cultures. À l'intérieur de ces grandes questions, notre vécu avec les femmes immigrantes nous oblige à un travail constant d'ajustement de nos perceptions pour garder le cap sur les valeurs de solidarité auxquelles nous adhérons.

En effet, il nous est souvent difficile de composer avec la diversité des femmes soit par crainte de perdre nos propres acquis en matière d'égalité hommes/femmes ou encore d'être envahies par des cultures sociopolitiques et religieuses perçues comme menaçantes pour notre propre identité. De plus, la tenue vestimentaire des femmes arabo-musulmanes, notamment le port du voile, semble être un obstacle majeur à une intégration pleine et entière dans la société. Tout en admettant la légitimité des questionnements féministes qui entourent le débat sur le voile, la Table des groupes de femmes de Montréal, en partenariat avec La Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, invite à poser autrement notre regard. Quels sont les autres facteurs d'intégration ou d'exclusion? N'est-ce pas un risque de diversion que de mettre l'accent principalement sur l'aspect culturel et religieux? Une autre clé de compréhension est-elle possible pour nous conscientiser aux vrais problèmes que vit la grande majorité des femmes immigrantes?

La question du voile... voilerait la vraie question?

D'une part, la cristallisation du débat sur le voile, allant jusqu'à devenir le thème principal, voire l'unique objet de la condition des femmes immigrantes, risque de favoriser et d'exacerber les discriminations sexistes et racistes. La vraie question? Le chemin privilégié pour l'intégration est celui de l'emploi et de l'autonomie financière, rendant ainsi les femmes capables de décider pour elles-mêmes et de gérer librement leurs propres ressources. Inversement, l'exclusion de la vie économique entraîne un repli identitaire.

Des structures d'accueil ont compris ce défi et offrent aux femmes immigrantes des moyens pour franchir le mur de la peur et de l'inconnu. À titre d'exemple, l'entreprise d'insertion sociale Petites-Mains encadre, forme, accompagne jusqu'à l'accès à un milieu de travail avec la conviction que «sortir de sa maison pour aller au travail, c'est le début de l'insertion». (www.petitesmains.com)

Discrimination et racisme, barrières pour une intégration socio-économique

La discrimination directe telle que définie par Micheline Labelle décrit bien ce que de nombreuses femmes immigrantes ou autochtones expérimentent au quotidien, «...une pratique sociale concrète se fondant sur une caractéristique personnelle d'un individu ayant pour effet le déni de traitement égal en matière d'éducation, d'emploi, de loge-

ment, d'accès aux services publics...» (*Racisme et anti-racisme au Québec*, p. 109). À propos de l'emploi, les témoignages ne manquent pas pour faire état d'une telle discrimination. Pourtant, les politiques d'immigration privilégient l'accueil de personnes formées, parlant le français et étant professionnellement disponibles pour le marché du travail. Mais que dire de tous les méandres administratifs et corporatistes qui, manifestement, leur signifie une fin de non-recevoir. En effet, les difficultés à décrocher un emploi à cause de la non-reconnaissance des diplômes et compétences, la discrimination basée sur l'origine, le sexe et/ou la langue, ainsi que le manque d'expérience de travail dans le pays d'accueil ont pour conséquence un taux de chômage important. De plus, celles qui trouvent un emploi reçoivent souvent des salaires inférieurs en dépit de leur niveau de scolarité élevé. Et pourtant, le succès de l'intégration dépend en bonne partie de l'obtention d'un emploi satisfaisant.

Force est donc de constater que, pour ces femmes, le projet migratoire est loin de réaliser leurs aspirations et leurs rêves d'émancipation, de liberté et d'égalité, mais qu'il tourne plutôt au cauchemar qui prend visage de pauvreté, absence de liens sociaux, baisse d'estime de soi, etc.

La Marche mondiale des femmes nous rappelle constamment que l'autonomie économique des femmes, celles d'ici et celles d'ailleurs, est un pilier important pour accéder à l'égalité et vivre en toute dignité. Cet autre regard nous invite à faire route avec elles, sans discrimination...

Les femmes et la laïcité

Une lecture théologique féministe



Louise Melançon,
théologienne.

La question – ou plutôt le problème – de la laïcité est devenu l'un des plus prégnants dans nos sociétés aux prises avec de grands changements sociaux, culturels et religieux. À lire ou écouter les opinions et les débats sur ce sujet, on peut se demander de quoi l'on parle parce que la complexité de la question requiert des précisions qui ne sont pas toujours au rendez-vous.

Il faut se rappeler que le mot laïque vient du vocabulaire ecclésiastique, en opposition à celui de clerc: c'était l'époque où il n'y avait pas de séparation entre les pouvoirs religieux et civils. À la suite de la révolution française, à la fin du XVIII^e siècle, le mot laïque désignera le peuple en dehors de toute référence religieuse. Plus qu'une question linguistique cependant, la laïcité renvoie essentiellement à la naissance de la modernité, au moment où les sociétés comme les individus réclamaient leur autonomie par rapport à tout pouvoir qui voulait s'imposer.

Une société est donc laïque quand il y a séparation de l'État et des Églises ou religions et quand elle promeut la justice et l'égalité pour tous. Mais il est illusoire de considérer la laïcité en dehors du contexte historique, social et culturel où elle est vécue. Ce n'est pas une réalité abstraite. Elle doit être appliquée en fonction de l'évolution d'une société. Pour ce qui est des femmes, il faut dire qu'elles ont dû faire elles-même le chemin pour être considérées comme égales en revendiquant leurs droits à l'égalité avec les hommes: au départ, la Charte des droits universels ne les incluait pas. En Occident, c'est surtout dans la dernière partie du xx^e siècle que le mouvement des femmes a permis des avancées remarquables dans la reconnaissance de leurs droits et l'amélioration de leur condition. Au Québec particulièrement, l'avancement des femmes s'est fait de manière accélérée depuis les années 1950 où elles étaient encore sous la tutelle des clercs, de leurs maris et des pouvoirs civils. Les Québécoises ont gagné de haute lutte, depuis 60 ans, d'être reconnues comme membres à part entière de la société humaine.

Laïcité, femmes et religions : discussion féministe

Les diverses interventions des groupes de femmes révèlent des divergences de vue sur le problème de la laïcité, mais c'est quand même sur un fond de points communs. Il y a un accord entre les femmes féministes pour reconnaître et dénoncer le fait que les religions patriarcales ont opprimé les femmes et continuent de le faire pour une bonne part. En plus, elles s'accordent sur la nécessité d'un État laïque qui assure la reconnaissance de

l'égalité des femmes et des hommes dans la société. Ces accords sont au niveau des principes. Mais les diverses positions mises en évidence dans le contexte québécois des années récentes manifestent des divergences dans l'approche du problème et dans la concrétisation de l'option pour les femmes.

La Fédération des femmes du Québec affirme sa solidarité avec les femmes vivant dans un milieu religieux – et surtout des femmes immigrantes – pour les accompagner dans leur intégration à notre société. On pourrait dire que ces groupes de femmes ont une démarche pédagogique et même stratégique. Surtout, elles affichent une option féministe de type «socialiste» par le souci qu'elles ont de lutter avec les femmes contre toutes les discriminations qu'elles subissent. À côté de celles-là, une position comme celle du Conseil du statut de la femme – et d'autres femmes prônant davantage un féminisme de type «libéral» – en reste aux principes et ainsi apparaît plutôt doctrinaire ou dogmatique.

Dans cette perspective, les oppositions à la conception d'une «laïcité ouverte», telle qu'on la trouve dans le rapport de la Commission Bouchard-Taylor, soulèvent, il me semble, la compréhension qu'on a de la laïcité elle-même. La laïcité est ou n'est pas, certes; mais il y a eu, dans l'histoire occidentale, à partir de la France, en passant par les États-Unis d'Amérique, des situations différentes qui ont marqué la manière dont on a vécu la laïcité et dont on l'a interprétée. Dans nos sociétés actuelles, le phénomène de l'immigration, entre autres, oblige à reconsidérer une conception de la laïcité datant du XVIII^e siècle, au

moment où intervenait une vision anticléricale. Mais on évoluera ensuite vers l'importance de la liberté de conscience et de religion et donc vers une position plus acceptante des diverses opinions concernant la religion. Et cela, sans déroger à la nécessité de la séparation de l'État et des Églises ou religions. Dans une société laïque, on a le droit d'être incroyant ou croyant. La tolérance est essentielle pour le vivre-ensemble, spécialement dans un contexte de rencontre de cultures différentes: le défi de l'interculturel est majeur pour nos sociétés dans ce nouveau siècle ou millénaire. Les identités nationales sont convoquées à s'élargir. Nos identités humaines, psychologiques, doivent s'ouvrir aux autres, au monde, pour arriver à la maturité; il en est de même sur les plans social et culturel dans un monde «mondialisé». N'est-ce pas ce qu'on doit comprendre comme «laïcité ouverte»?

Du point de vue des femmes féministes, pour assurer la liberté de conscience et de religion aux femmes, il est de première importance de prôner et soutenir la neutralité religieuse des fonctions de l'État, en même temps que l'égalité des femmes. Pour la question du vêtement, par exemple, il est nécessaire d'avoir le visage découvert: sinon, comment avoir une identité sociale et pouvoir communiquer? Concernant les signes religieux, comme fonctionnaire de l'État, une personne ne doit pas se manifester dans sa position religieuse. Les fonctions de l'État peuvent être exercées par une femme aussi bien que par un homme: il ne devrait pas y avoir d'«accommodements raisonnables» à ce niveau.

Par contre, n'y a-t-il pas une distinction à faire entre les fonctions d'État, l'administration publique, les services publics et l'ensemble de l'espace public? Est-il raisonnable de renvoyer les expressions religieuses au domaine du privé seulement? Les membres des Églises ou religions expriment leurs croyances dans

des lieux de culte, d'une part, et peuvent, doivent même participer aussi à la société, exprimer leurs opinions et leurs valeurs, comme tout citoyen, citoyenne. La citoyenneté existe sur une base fondamentalement laïque, dans le sens où l'État ne prend parti pour aucune religion. Mais elle n'exclut pas la diversité dans l'espace public. Sinon, comment se dire une société démocratique? De même, les féministes peuvent se faire solidaires de femmes croyantes pour les appuyer dans leur démarche de libération d'oppressions de toutes sortes, y compris religieuses.

Une position féministe chrétienne

Comme membre de l'Autre Parole, collective de femmes féministes et chrétiennes, il m'est impératif d'exprimer une position en complémentarité de celles des autres groupes de femmes au Québec. Comment comprendre une option féministe par rapport au catholicisme, au christianisme d'où nous venons? Quel type d'appartenance est possible aujourd'hui? Pouvons-nous nous dire laïques tout en étant croyantes?

Le catholicisme romain, qui est la religion dominante au Québec, possède une structure de pouvoir hiérarchique qui n'accorde pas l'égalité pleine et entière aux femmes, spécialement du fait qu'elles ne peuvent être «ordonnées» et donc, au titre de leur sexe, ne peuvent participer à un pouvoir d'enseignement et de sanctification. La plupart des femmes croyantes et féministes dénoncent vigoureusement ce fait. Certaines travaillent à l'intérieur pour faire avancer la conscientisation et faire advenir des changements. D'autres, plus marginales, essaient de contextualiser les textes fondateurs et de les ré-interpréter pour faire que l'expérience de foi soit libératrice pour les femmes et pour tous. Cet effort de relecture de la foi, à partir des évangiles notamment,

montre que Jésus de Nazareth, de religion juive, était un laïc et non un clerc. En plus, la contestation du pouvoir religieux de son époque était centrale dans son enseignement et sa pratique. Il remettait en question l'importance donnée au Temple et parlait d'une foi intérieure qui allait au-delà des frontières culturelles et religieuses de son époque (Samaritains, Romains...). Il y avait des femmes parmi ses disciples. Il confrontait toutes les exclusions (prostituées, lépreux, handicapés, publicains...). Il cherchait la justice et le bonheur pour tous, annonçant un monde renouvelé.

Pour ce qui est du «voile» pour les femmes, il semble bien que Jésus n'en a jamais fait mention: les évangiles n'en parlent pas. Mais plus tard, avec le début de structuration des communautés ecclésiales, Paul racontera des événements au sujet du «voile» qui indiquent une régression à ce sujet.

Malgré tout, il faut bien reconnaître qu'à l'époque de Jésus, la société juive était théocratique. Et le costume des femmes relevait du patriarcat sans aucun doute.

Encore aujourd'hui, la question des «femmes voilées» en est une de culture avant même de relever de la religion. Plus une communauté s'éloignera de ses racines patriarcales, plus elle se modernisera. C'est un processus qui fait partie de l'intégration à une société. Je suis en faveur de la solidarité avec les femmes immigrantes pour qu'elles puissent s'épanouir en suivant leur propre chemin. Il est, par ailleurs, regrettable que des considérations théo-politiques, venant du monde intégriste, interfèrent dans ce processus. Pour cette raison, la société québécoise doit être avisée et déterminée dans l'affirmation de son caractère laïque et sans concession pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

ESTRIE

Oui, oui, oui... on est là! Le 21 février dernier, après quelques mois de « réflexion », les membres de l'Estrie se sont réunies afin de retrouver la chaleur de leurs liens qui sont toujours là, liens qui ont résisté à un « silence habité ». Dans la joie et la confiance, elles ont voulu réfléchir et entrevoir une possible relance de l'Association dans la région estrienne et, déjà, une autre religieuse s'est jointe à elles et elles attendent d'autres réponses encourageantes. La cause des femmes, oui ça leur tient à cœur et même si leur « rapport » n'est pas très élaboré, des retrouvailles sororales permettent d'entrevoir de belles actions.

Source: Denise Roy, PSSF

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

L'AFEAS est un mouvement de femmes qui œuvre depuis 1966 dans l'éducation populaire et pour la défense des droits des femmes. À l'écoute de ce qui se vit et avec une politique de « petits pas », ce mouvement contribue à des changements importants principalement au niveau des mentalités. Sa revue « Femmes d'ici » de l'hiver 2011, présente le programme du congrès d'orientation où l'on retrouve sensiblement les mêmes luttes qu'à l'ARDF.

Une membre de l'ARDF peut-elle se sentir à l'aise en oeuvrant avec l'AFEAS? Certainement, puisque toutes ses actions se font dans la solidarité pour obtenir des changements sociaux. Faire partie du groupe local permet d'apprécier davantage ces femmes dont la militance est impressionnante. De même, la vigilance est de rigueur pour conserver les acquis. Par exemple, la privatisation du système de santé dont l'histoire rappelle le passage à l'universalité dans les années 1970. Comme on oublie par



AFEAS, Lac-St-Jean

fois l'histoire, les associations féminines ont à relever un énorme défi pour que la population conserve l'accès universel aux soins et services de santé. Notons que plusieurs autres causes font l'objet d'une préoccupation commune, telles la violence à tous les niveaux par l'opération tendre la main, l'égalité femmes/hommes, la reconnaissance du travail invisible et des aidantes naturelles; présentement, le dossier de l'exploitation du corps des femmes demeure crucial. La démonstration marque bien le bienfait et l'intérêt de l'appartenance et/ou d'une alliance à l'AFÉAS.

Source: Jeanne-d'Arc Fortin, SBC

QUÉBEC

Dans le cadre de leur alliance avec Développement et Paix, les membres de l'ARDF de la région de Québec ont accueilli, le 29 novembre 2010, Madame Claudine Gagnon pour une soirée de formation sur le thème « Enjeux de l'eau embouteillée », afin de poser des gestes pour la protection de cette ressource naturelle et contre la marchandisation de l'eau.

Par un jeu questionnaire et la présentation d'un DVD, M^{me} Gagnon informe le groupe sur les enjeux du commerce de l'eau embouteillée. Cette pratique très répandue entraîne un gaspillage d'eau et d'argent; elle a un impact très négatif sur l'environnement par les déchets accumulés sur terre et dans les océans. Dans le Pacifique, au point de rencontre des courants marins, il y a déjà un « continent » de déchets dont la superficie égale celle de la France.

Les campagnes pour l'accès à l'eau potable, commencées en 2003, sont devenues un mouvement mondial. Le 28 juillet 2010, l'ONU a déclaré que l'accès à l'eau potable est un droit fondamental et universel. 122 pays ont voté pour cette déclaration, 41 autres se sont abstenus, dont les États-Unis et... le Canada! Il faut protéger « le pétrole du siècle de la soif que sera le XXI^e siècle », selon les mots du représentant du Yémen à l'ONU. « L'eau pour tous: une question de justice. »

Source: Louise Turmel, RJM

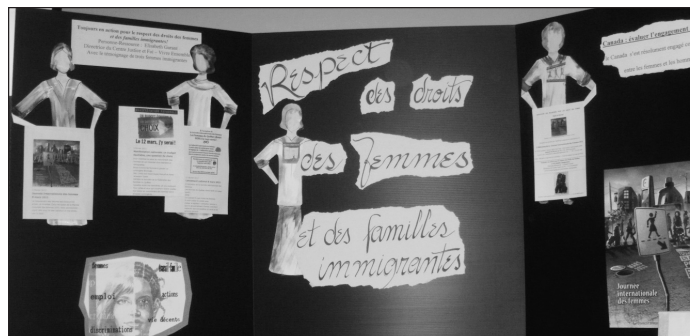
MAURICIE

Fille de Jésus, missionnaire pendant plusieurs années au Honduras, sœur Micheline Trudel se sent toujours interpellée par les situations d'exploitation des personnes et surtout des femmes. De retour au pays, sa communauté l'a nommée répondante à l'organisme CATHII. En découle une série de conférences interactives dans les écoles secondaires de Trois-Rivières et Nicolet, centrées sur le théâtre. Quatre personnes créent et actent des scènes hyperréalistes. Ces rencontres ont été vécues juste avant les Jeux Olympiques de Vancouver pour sensibiliser les adolescentes et les adolescents au « revers de la Médaille » puisqu'un tel événement favorise la problématique; il en est de même pour les Grands Prix de courses automobiles. En 2011, un DVD sur la pièce de théâtre a été réalisé avec guide d'animation français et anglais. Certains événements font que Micheline s'implique aussi auprès des femmes concernées par la prostitution et ce, avec l'appui d'un comité. La particularité de la démarche en cours se trouve dans son caractère spirituel. Spécialisée en accompagnement spirituel et formée en counselling, elle est doublement aidante pour ces femmes blessées. Quatre ex-prostituées participent au projet.

Source: Rita Lafrenière, OSU

MONTRÉAL

Le 26 février dernier, une quarantaine de religieuses de la région de Montréal et quelques personnes invitées se sont réunies pour célébrer à l'avance la journée du 8 mars sous le thème: *Toujours en action pour le respect des droits des femmes et des familles immigrantes*. Des femmes immigrantes étaient invitées à témoigner de leur parcours semé d'embûches. Plusieurs familles viennent chez nous dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de



Montréal, thème du 8 mars

vie, d'assurer une meilleure éducation pour leurs enfants ou pour échapper à la guerre. Les difficultés rencontrées sont nombreuses, car les politiques d'accueil pour les personnes immigrantes sont souvent inadéquates. Avoir la force de commencer à zéro et de ne pas se décourager présente un grand défi pour ces personnes.

Les femmes témoins ont montré qu'elles sont fortes, courageuses, désireuses de prendre leur place au sein du peuple québécois et capables d'aller chercher des outils pour leur famille. Elles ont aussi témoigné du précieux support reçu de nombreuses religieuses.

Madame Élisabeth Garant, directrice du Centre Justice et Foi et membre du

Conseil canadien pour les réfugiés, a aidé les participantes à faire l'analyse de cette problématique pour mieux en saisir les enjeux. Elle a affirmé que c'est le mouvement des femmes qui a mis le plus d'efforts pour tenter des rapprochements avec les femmes de diverses origines.

En vue d'aller un peu plus loin dans l'engagement, l'invitation a été lancée de changer de regard sur la diversité, à développer davantage une attitude d'accueil envers les personnes immigrantes, à cheminer avec elles dans une présence d'écoute et d'accompagnement et à leur faire connaître les ressources de leur milieu d'accueil.

La période du dîner fut festive et colorée par les mets latinos et les toasts soulignant la fierté d'être femmes et les gains obtenus à la suite de la MMF.

Source: Nicole Bernier, CND



Montréal, 26 février 2011

SOLIDARITÉ EN PARTAGE

Déjà affichée en 2006, la valeur « solidarité » de la *Charte mondiale* continue, en 2007, à interpeller les membres de l'ARPF. La mise à jour du plan d'action 2005-2008 s'inspire des axes retenus par la Marche mondiale des femmes. L'Association mettra l'accent sur le champ d'action « bien commun et accès aux ressources ».

À l'assemblée générale des 11, 12 et 13 mai, tenue à Loretteville, la solidarité commande l'adhésion de l'Association à une nouvelle formation, la Coordination nationale contre les publicités sexistes (CNCPS). Au même moment, les participantes déterminent les moyens d'assurer le suivi du colloque sur l'accès des femmes aux ministères ordonnés dans l'Église catholique.

La journée de formation porte sur les accommodements raisonnables. Des personnes-ressources, Élisabeth Garant et Rachida Azdouz accompagnent les participantes dans une démarche où ateliers et exposés auront l'heur d'ébranler les certitudes et de nuancer l'approche de ce sujet complexe.

Une célébration d'envoi clôture cette journée du 12 mai. Sous le titre « Oser rouler les pierres » Françoise Gagnon, NDBC, et sa consœur Huguette Laroche nous convient à une relecture de l'événement résurrection à partir des récits évangéliques sur les femmes au tombeau.

Le thème de la solidarité nourrira les dossiers des numéros 59, 60 et 61 de *Reli-femmes*. Les titres *Parcours solidaires* (Louise Dionne), *La solidarité, l'essence de la résistance* (Diane Matte) et *L'accommodement raisonnable: un droit ou un passe-droit?* (Rachida Azdouz) parlent d'eux-mêmes.

Jeanne Gareau, SSA

L'ARDF honorée en la personne de Camilla Martin, NDA



Camilla Martin, NDA

À Montréal, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, la députée Maria Mourani a l'habitude d'honorer huit femmes pour leur engagement dans différentes sphères d'activités. L'un des deux prix, *Hommage du public* a été remis à **Camilla**, cofondatrice de la pastorale sociale d'Ahuntsic. Depuis 5 ans, animant avec Awatef, activités et fêtes avec des femmes réfugiées et immigrantes, voici en quels termes elle les décrit: « *Ces rencontres, nous font prendre conscience du pouvoir que nous avons de **changer le monde et de changer nos vies** en étant solidaires pour combattre pauvreté et violence qui affectent la vie des femmes.* »

Le courage de Veronica Castillo

Ciudad Juarez, vous vous rappelez cette ville de *maquiladoras* et ses 1000 jeunes femmes violées puis assassinées? Depuis 4 ans, dans la même ville frontalière Mexique/USA, on parle de 3000 victimes de la drogue, qui laissent 10 000 orphelins, victimes de choc post traumatique. Psychologue, Veronica consacre ses 35 ans de vie et d'amour à les guérir.

Une Canadienne à la tête de L'Armée du Salut dans le monde

Dans l'Australie inondée, la commissaire Linda Bond vient d'être désignée 19^e « générale » de l'Armée du Salut. À 64 ans, ministre et responsable spirituelle consacrée, elle est la troisième femme à assumer cette fonction depuis la fondation de cette Église internationale.

Disparue, Rosemary Lynch

Une Sœur Franciscaine, **Rosemary Lynch**, co-fondatrice de l'organisation PACE + BENE (Paix et Bien) qui contribue depuis 1989 par l'action sociale et le développement communautaire à bâtir un monde de justice et de paix, vient de mourir à 93 ans à Las Vegas, Nevada.

Luce Dion nous quitte...

... à 49 ans. Elle avait fait du monde des communications son ministère d'Église. Luce a été coordonnatrice aux *Productions Sur la Place*, vice-présidente de Radio Ville-Marie. Depuis 2000, directrice du Bureau des communications et des publications à l'Oratoire Saint-Joseph, elle n'a pu avoir meilleur portier que le Frère André!



Luce Dion

Pierrette Pelletier, SMNDA